

Campagne contre le harcèlement à l'école : que cherche la ministre ?

Communiqué du 09/11/2015

La ministre de l'éducation nationale vient de se trouver une nouvelle croisade : elle lance une grande campagne nationale contre le harcèlement à l'école. Tous les moyens sont mobilisés. Une vidéo visant à sensibiliser le grand public a même été commandée par le ministère pour être largement diffusée.

C'est bien connu : les grands sentiments ne nourrissent pas. La vidéo en question et la campagne de sensibilisation sont donc sponsorisées par Walt Disney et SFR. Pour apprécier ce qui n'est rien d'autre qu'une opération de communication, qu'une opération politique et commerciale, on signalera qu'à juste titre toutes les organisations syndicales réclament le retrait de cette vidéo. Et pour cause : les personnels, l'école elle-même, y sont désignés comme responsables de la violence.

Que cherche la ministre ? Et qui croit-elle encore pouvoir abuser ?

Un seul élément qui a un rapport direct avec la manière dont les élèves sont pris en charge à l'école : au budget 2016, aucun poste de CPE supplémentaire n'est créé. Dans des centaines et des centaines de collèges dans tout le pays, il n'y a qu'un seul CPE pour 500, 600 élèves voire plus. Et partout, des classes surchargées, pas d'infirmières à plein temps, pas assez de surveillants, plus de COP, plus d'assistantes sociales...

Les personnels sont bien placés pour savoir qu'il y a des problèmes de violence. On serait donc en droit d'attendre que les moyens nécessaires soient créés. Mais, peu importent les élèves et la situation réelle de l'école : pour la ministre, seule la communication compte.

Mme Vallaud Belkacem, pour tenter de camoufler la réalité de sa politique de destruction de l'école et des statuts, pour tenter de faire diversion, cherche-t-elle à dresser les parents, les élèves contre les enseignants ?

On est bien obligé de se poser la question. La réaction indignée des collègues qui ont vu la vidéo achetée et diffusée par le ministère en témoigne : tout personnel est désormais suspect, présumé coupable. La ministre elle-même dans son courrier aux personnels entretient le doute en ciblant les personnels de manière implicite : «*la lutte contre le harcèlement invite à un changement de regard sur les victimes*». S'agit-il d'introduire dans chaque école, dans chaque établissement un climat de suspicion, d'alimenter ou de susciter des conflits ?

La FNEC FP FO met en garde contre toute tentative de mise en accusation des personnels et exige le retrait de la vidéo mise en ligne et diffusée par le ministère.

Ajoutons que les moyens promus sont proprement consternants, et surtout de nature à aggraver encore les effets destructeurs pour l'école et ses personnels des réformes en cours.

Sur son site, le ministère déplore : «*Facebook : un outil mal connu. La page Facebook est l'outil le moins connu et également celui qui est jugé le "moins utile" par les professionnels. Cette page est pourtant le meilleur relais des actions conduites*».

Facebook, outil «*éducatif*» ? Il fallait l'inventer !

Autre solution : l'entrée dans l'école d'intervenants, d'acteurs extérieurs en tout genre, les partenariats avec les collectivités, les associations...

Quant à la formation des personnels voulue par la ministre, un parcours M@gistère sera mis en place. Ce logiciel de formation à distance a été dénoncé par FO au CHSCT ministériel de Mars 2015 comme générant chez les collègues un sentiment de harcèlement et de surveillance...

Pour la FNEC FP FO, il est urgent de revenir sur terre et de permettre aux personnels de travailler :

- ✓ **Retrait immédiat de la vidéo qui met en accusation les enseignants**
- ✓ **Création de tous les postes de personnels qualifiés nécessaires.**